

(Publicité)

ASSOCIATION DES INFORMATIENS DE LANGUE FRANÇAISE

(A. I. L. F.)

placée sous le patronage du Haut Comité de la Langue française
et de l'Agence de l'Informatique
Président : Général Jean BECAM (C.R.)

REPRENONS A CÉSAR...

C'est entendu, la langue anglaise, en ses diverses variétés, est une langue de civilisation et un puissant nerf moteur des communications internationales. Nul n'y contredit, mais...

Les acteurs sociaux français ou francophones, dans leurs communications quotidiennes et professionnelles, peuvent s'étonner à bon droit de l'anglomanie croissante qu'on leur inflige. Pour des raisons de publicité tapageuse et servile, de snobisme, de considérations superficielles sur de prétendues commodités de la langue anglaise, ou de stérile technocratie on tend à persuader la société française de son déclin et d'un

Louis XIV et l'Informatique

Signe du changement ? Ou simplement symptôme de la pénétration des socialistes, dans l'appareil d'Etat et dans ses annexes ; sous les auspices conjointes du Haut comité de la langue française et de l'Agence de l'informatique (ADI) vient de voir le jour une « Association des informaticiens de langue française » (AILF) (1) présidée par le général Jean Becam (CR).

Le vocabulaire informatique atteint d'anglomanie

L'OBJECTIF de l'association est de lutter contre le « déclin » de la société française en agissant pour « recenser, traiter et orienter les données conceptuelles et langagières indispensables à l'épanouissement d'une informatique et d'une électronique authentiquement francophones ».

A la reconquête industrielle d'une « filière électronique » dominée par les USA, doit correspondre la reconquête d'un vocabulaire informatique atteint d'anglomanie, par la création d'un « espace francophone de la science et des techniques » (2). « Une langue qui renonce progressivement », affirme encore le manifeste de l'association, « à penser les systèmes référentiels nouveaux, à en inspirer les actes de travail et la vie quotidienne est une langue qui renonce à féconder pour sa part l'avenir des autres peuples ».

L'informatique se donne pour horizon l'association volontariste de la modernité et de la grandeur nationale et pour intention la domination culturelle et idéologique des peuples.

Vers un Yalta de la science et des technologies

Dans le nouveau Yalta scientifique et linguistique né de la crise, il y aura d'un côté, les nations qui continueront à « animer les dialogues de culture rétrécies ou les causeries au coin du feu » ou « de folâtrer dans les champs et faire vibrer la mandoline » et celles qui s'empareront du grand récit informatique, auront soin « d'ordonner et de répartir la valeur ». La

langue à l'instar de la monnaie et de l'armée constitue l'un des instruments régaliens d'un Etat qui dans la tradition jacobine, joue un rôle central, dans la défense de la nation menacée dans ses fondements économiques historiques et culturels, par la crise et la révolution technologique (la France en tant qu'entité indépendante ayant un rôle dans le concert des nations risque d'être rayée de la carte [sic]).

La science légitime, l'identité nationale menacée

Et le manifeste d'appeler linguistes, informaticiens, chercheurs, ingénieurs,

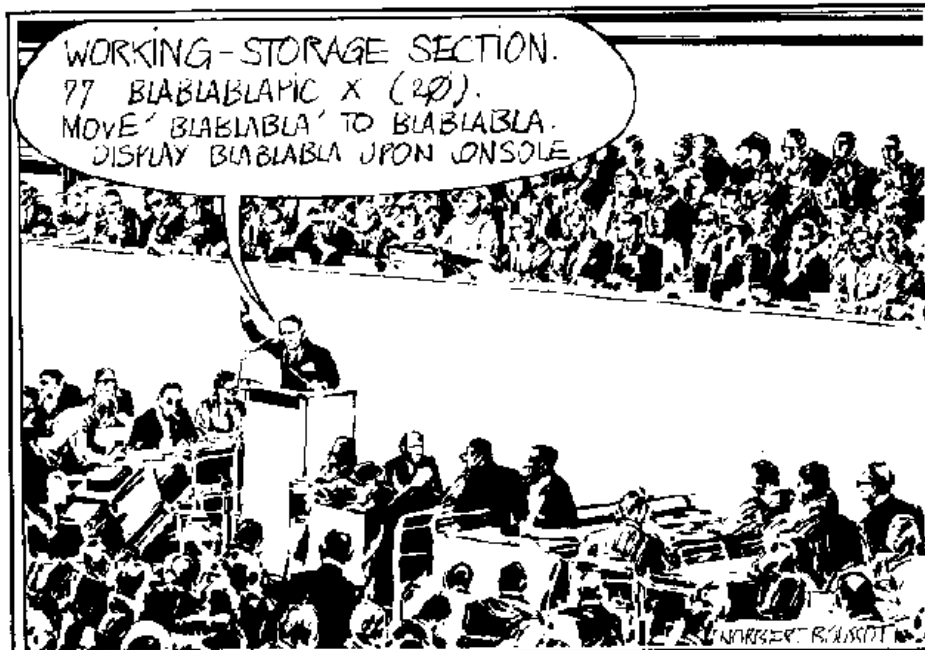
bref toute une « élite » scientifique et technique à se constituer en avant-garde culturelle, pour former le ciment idéologique des projets de modernisation technologique en affirmant la science légitime et l'identité nationale menacée. Outre des têtes d'affiches de l'informatique française, J. Hebenstreit, B. Lussato, A. Minc, R. Moch, J.C. Quiniou, J.J. Lions, B. Lorimy et quelques essayistes de talent, qui ont fait des médias leur spécialité : Casamayor, R.V. Pilhes, J. Thibaut, A. Mattelart, etc. La liste des premiers signataires réunit d'abord et avant tout des militants du CERES. On peut les classer en deux catégories ceux qui dans les cabinets et missions interministérielles (Dieli, MRT, Mission filière électronique) conduisent la politique informatique du gouvernement et les plus obscurs, ingénieurs ou animateurs de GSE dans les entreprises de la branche...

Vers une modernité française

La création de l'AILF est l'un des nombreux dispositifs qui accompagnent l'irrésistible ascension de l'homme d'Etat qu'est devenu J.P. Chevènement et la transmutation nationale du CERES.

Le 21 juin dernier le ministre d'Etat déclarait lors du débat sur la loi d'orientation de la recherche et du développement technologique, « que le français doit redevenir une langue scientifique internationale au côté de l'anglais » se faisant ainsi l'écho du récent colloque du CERES où il était question de « transcender » le socialisme dans « la nation toute entière » et d'exalter la sensibilité nationale tout en renouant avec le concept mendésiste de la « République moderne ».

L'informatisation et la réindustrialisation électronique de la France, définissent dans cette perspective le champ



d'une modernité française rendant possible la synthèse gouvernementale de la technocratie ménéziériste et du patriotisme gaullisme (3).

En cela le CERES renoue avec ses origines historiques : A l'aube de la V^e République, Philippe Rossillon et le club « Patrie et Progrès » (4).

Créé en 1960 « Patrie et Progrès » réunissait fonctionnaires et techniciens, mais aussi capitaines, lieutenants, chercheurs scientifiques et ingénieurs. Outre une critique violente du parlementarisme, « Patrie et Progrès » se caractérisait par la technocratie et le patriotisme. La patrie pouvait selon eux devenir un magnifique instrument de progrès social, c'est pourquoi ils cherchaient à combiner nationalisme, planification, réforme... Après la disparition de Patrie et Progrès, Philippe Rossillon milita pour la francophonie, Québec et au Haut comité de la langue française.

Les enjeux culturels de l'informatisation

C'est pourquoi la politique industrielle de la filière électronique n'est pas que la simple reprise sur une base rationnelle et systématique des projets modernistes de Nora et Minc s'y greffe aussi la vision des enjeux de l'informatisation en terme d'hégémonie et de domination culturelle.

C'est le sens profond du livre de J.H. Lorenzi et E. Le Boucher, *Mémoires volées*, (5) qui pointait de manière prémonitrice la dimension proprement culturelle de l'informatique dénonçant les dangers de l'hégémonisme anglo-saxon et traçait à l'exemple du Japon, les conditions d'une politique nationale de filière.

La langue n'est pas neutre

Le CERES et l'AILF soulèvent en effet un problème réel, à savoir que « la langue, porteuse de culture - expression à la fois des traditions passées et des orientations futures - n'est pas neutre par rapport au contenu de la science qui la porte » (6). Mais la réponse qu'ils apportent — en termes exclusivement nationaux est insuffisante et dangereuse. Insuffisante car la question technologique ne se résume pas à l'affirmation face à l'hégémonisme anglo-saxon d'une informatique identique, mais parlant français, elle passe par le refus d'une domination qui bloque le développement et le renouvellement scientifiques d'autres cultures, comme condition de l'éclosion d'une autre informatique et d'une technologie qualitativement différente, bref d'alternatives possibles sur la base de « spécificités à ne pas perdre » (6) et de « potentialités à laisser éclore » (6). Dangereuse car comme le note J.M. Leblond, « le pluriel est ici de rigueur, car une politique linguistique consciente, ne saurait s'identifier à la défense trileuse et chauvine de la seule langue française » « dans l'état d'incertitude et de confusion où se débat

notre monde, la diversité culturelle et linguistique de l'humanité, est l'un des biens les plus précieux, source possible des alternatives nécessaires. C'est parce que le français est nôtre et pour cela seulement que nous devons le défendre et l'illustrer » (6). Les motifs d'une expression informatique en langue française ne doivent pas venir d'une idée impérialiste de la science et de la culture nationale mais de l'ouverture à toutes les langues et aux fonds culturels qu'elles véhiculent.

Pluralité des cultures alternatives ou passésisme

Dans le manifeste de l'AILF, point n'est question d'alternatives, de science et de technologie qualitativement différentes sinon comme manifestation d'un passésisme condamnable : « folâtrer dans les champs ou faire vibrer les mandolines », J.P. Chevènement déclarant que si on n'avait pas supprimé les emplois de cocher, F. Mitterrand n'aurait pas pu inaugurer le TGV est bien dans la lignée d'un certain marxisme productiviste, mais surtout dans celle de de Gaulle qui constatait que « la France doit épouser son siècle », stigmatisait « la lampe à huile et la marine à voile... ».

Pour ce courant la science et la technique étant unes et neutres, point n'est besoin d'une intervention démocratique pour les questionner, pour discuter de leur orientation et de leurs implications, dans la continuité « du discours de la science et du discours sur la science » (6). La langue française à défendre est celle de l'élite de la recherche et de la science, parlée dans les séminaires et congrès internationaux, laissant ainsi de côté « une très large activité d'enseignement, de diffusion, de valorisation et de diffusion publique des connaissances scientifiques (qui) peut seule fournir la base nécessaire à la pyramide que couronne les recherches de pointe » (6).

Les travailleurs et la dépendance technologique

En un an de pouvoir les militants du CERES ont beaucoup appris mais surtout beaucoup oublié. Le rôle des travailleurs et de leurs organisations pour la maîtrise et le contrôle de la science et des technologies auquel ils consacraient tout un chapitre du livre *Le socialisme et l'informatique* (7) passe sous la table, « le lot des travailleurs c'est aujourd'hui la déqualification, tâches répétitives et fastidieuses, cadences surveillées par les machines, le détachement d'avec l'acte de produire », « ainsi la hiérarchie devient-elle de plus en plus surveillance, l'oppression revêt le masque de la technicité », etc. (J.P. Chevènement dans le livre *Socialisme et informatique*, p.202).

La compréhension du rôle de la science et de la technologie dans la restructuration capitaliste et dans le renouvellement



de la domination impérialiste naguère dénoncée avec les projets de la commission trilatérale est bien oubliée aujourd'hui. Coincés dans l'appareil d'Etat, les informaticiens du CERES en sont réduits à manipuler les symboles, à croire que la maîtrise d'un système technique et social se ramène à l'hégémonie d'une langue sur les autres. Intervenant sur les effets, ils négligent désormais les causes de la dépendance technologique et se trompent et nous trompent sur les remèdes, car face à l'impérialisme à visage technologique « une politique de lutte pour l'indépendance technologique passe nécessairement par la formation d'une classe ouvrière forte et garantie » (7) écrit B. Coriat et pas par la constitution de la langue française, en véhicule culturel et scientifique d'un impérialisme secondaire ajouterons nous. C'est pourquoi il nous importe peu de savoir si on parlera demain français ou anglais lors des prochaines réunions de l'IFIP.

Eric BRAINE
Juillet 82

1) AILF, Haut comité de la langue française, 32 rue de Babylone, 75007 Paris. Tel : 556.89.16.

2) Colloque international de l'association des scientifiques pour l'usage de la langue française (ANSULF 7 rue des Wallons 75013 Paris).

3) « L'hypothèque moderniste », André Granou dans *Les Temps Modernes* n° 430, mai 82.

4) *Les clubs politiques en France*, J.A. Faucher, Editions John Didier, 1965.

5) Editions Ramsay

6) J.M. Levy Leblond, « De la défense à l'illustration », dans *La Recherche* n° 134, juin 1982, p.813

7) *Socialisme et informatique*, Editions Club socialiste du livre.

—8) B. Coriat, *Division du travail et politique de main-d'œuvre*, in « Critiques de l'économie politique », n°14, p.46.